



INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,
Leadership et Stabilité



Notes sur la couverture médiatique audiovisuelle du 15 au 21 janvier 2016

Ce rapport vise à déterminer dans quelle mesure et comment les médias agissent comme agent de pacification ou plutôt comme amplificateur des tensions, à travers l'identification des propos incendiaires proférés dans les médias. Il sert également à observer les foyers de tension qui se manifestent dans le pays et qui reçoivent une couverture médiatique.

A LA UNE

JIRAMA : PROBLEMES D'ADDUCTION D'EAU

La population tananarivienne a subi, cette semaine, les conséquences des fortes pluies et de la vétusté des matériels de traitement d'eau à Mandrozeza (JIRAMA). Depuis plusieurs jours, en effet, l'eau courante produite par la compagnie nationale d'approvisionnement en eau et électricité (JIRAMA) arbore une couleur jaunâtre, ce qui a engendré la panique et suscité la colère des usagers. Des cas selon lesquels des enfants auraient souffert de violentes diarrhées après avoir consommé cette eau, ont été signalés. En guise d'explications, le responsable de la communication de la JIRAMA, Feno Randrianarison, a indiqué que les fortes précipitations et la dégradation de l'environnement, notamment l'érosion du sol, contribuent à rendre l'eau fangeuse. Il a toutefois spécifié que cette eau reste potable et ne présente aucun risque pour la santé, dans la mesure où sa qualité et sa salubrité sont scrupuleusement contrôlées par un laboratoire spécialisé.

*La radio nationale s'est focalisée sur la descente du Premier Ministre à la centrale de Mandrozeza. La RNM a donc consacré un large temps d'antenne au Chef du gouvernement, qui a rassuré sur la propreté de l'eau de la capitale en soutenant que les analyses faites par l'Institut Pasteur le confirment. Concernant les rumeurs d'épidémie de gastroentérite, le ministre de la Santé publique, Mamy Lalatiana Andrianarivo a maintenu que les hôpitaux n'ont enregistré aucun cas, rapporte MA-TV. Le chroniqueur de l'émission **Sehatra ho an'ny mpihaino** de la radio ANTSIVA, pour sa part s'est fortement indigné de ces déclarations et a ainsi accusé les dirigeants de vouloir berner les Malgaches en disant « d'une eau saumâtre qu'elle est potable ». Selon lui, ni les responsables au niveau de la JIRAMA ni les autorités étatiques n'oseraient boire cette eau insalubre qui, a-t-il martelé, est à l'origine de la forte diarrhée ayant frappé plusieurs enfants de la ville. La radio **FREE FM**, elle, s'est attelée à un traitement tout aussi critique dans la chronique de son émission **Anao ny fitenenana** en focalisant, toutefois, ses reproches sur la JIRAMA. « Conformément aux recommandations des médecins, ces eaux doivent être traitées », a interpellé Lalatiana Rakotondrazafy, avant d'ajouter sur un ton indigné que « ces agents de la JIRAMA, étant des fonctionnaires ne se soucient pas des problèmes de la population ». **VIVA**, quant à elle, a ajouté que les habitants de la capitale n'ont plus confiance en la JIRAMA mais ne peuvent que se contenter de cette eau boueuse qui sort de leur robinet. Par ailleurs, **KOLO TV** a précisé que le problème ne touche pas seulement la capitale, mais s'étend jusque dans les régions comme à Maevatanana où l'eau produite par la JIRAMA est trouble tout au long de l'année et non seulement durant la période de pluies. La station a, en outre, informé que la situation n'a pas laissé indifférent le Syndicat des consommateurs. Ce dernier compte ainsi saisir les bailleurs de fonds en vue de les informer de la mauvaise gestion des fonds d'aide à la population, si les responsables étatiques ne prennent pas des dispositions qui s'imposent dans les plus brefs délais.*

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:





INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,
Leadership et Stabilité



POLITIQUE INTERNE

ADOPTION DU BUDGET DE LA COMMUNE URBAINE D'ANTANANARIVO

Le projet de budget 2016 de la Commune Urbaine d'Antananarivo a été adopté par le conseil municipal après deux semaines de débats houleux. Et pour cause, les conseillers de l'association Freedom, de l'Opposition, du Stand Up Tanà et de l'UNRRM ont décidé de camper sur leur décision de faire front pour contrer le projet de l'organe exécutif de la commune, prévoyant l'emprunt de 60 milliards d'Ariary destinés à la reconstruction de la ville. De l'avis des conseillers réfractaires, cet emprunt n'est nullement nécessaire et relève du gaspillage de ressources. En effet, si le budget de la collectivité n'a jamais dépassé les 30 milliards d'Ariary, il s'élèvera cette année à 97 milliards d'Ariary. En outre, le fait que l'organe exécutif refuse de dévoiler l'identité des partenaires auprès desquels il envisage d'emprunter la somme renforce la réticence des opposants, lesquels soupçonnent un projet de blanchiment d'argent au sein de la Commune.

TV PLUS a qualifié la situation de « déclaration de guerre entre la mairesse de la capitale et ses conseillers », tandis que les stations MA-TV et ANTSIVA ont respectivement observé une couverture mesurée et non moins impartiale de l'affaire. Ainsi se sont-elles enquis des avis des deux bords impliqués, à savoir les conseillers TIM et leurs opposants. Lalatiana Rakotondrazafy de l'association Freedom est ainsi intervenue pour apporter des explications sur les raisons de son refus quant à l'adoption de ce projet de budget. Selon elle, c'est la première fois dans l'histoire de la collectivité qu'un emprunt aussi important ait été fait. Elle a, par ailleurs, fait remarquer que malgré les demandes d'explications sur l'utilisation de ces fonds, l'organe exécutif n'a dévoilé qu'une infime partie d'informations, laissant les conseillers dans le flou. Lalatiana Ravololomanana, du parti de l'opposition a, pour sa part, exprimé ses regrets de ne pas avoir été consultée au préalable, vu les impacts que cet emprunt sur la population. De son côté, l'adjoint au maire, Gabriel Harison justifie que cet emprunt permettra de réhabiliter les infrastructures de la capitale. KOLO TV, pour sa part, a apporté un avis plus critique sur la question, en soulignant dans son reportage que « si l'organe exécutif de la Commune s'obstine à suivre ce chemin, il sera entièrement responsable d'un nouvel endettement de la population de la capitale et de ses descendants ».

ECONOMIE ET SOCIETE

Les tensions entre le Syndicat des magistrats de Madagascar (SMM) et les journalistes sont montées d'un cran. Le SMM a mis en garde les journalistes ayant relayé l'information selon laquelle un magistrat serait impliqué dans l'affaire du double kidnapping à Toamasina. Plusieurs entités ont, d'ailleurs, démenti cette affirmation, à commencer par le Procureur de la République de Toamasina qui est monté au créneau pour réfuter l'information en soulignant que les magistrats ne sont pas des malfaiteurs. Ensuite, selon la ministre de la Justice, aucune preuve faisant foi de ces incriminations n'a été découverte et que seule une enquête permettra d'identifier les vrais responsables. Elle a, par la suite, ajouté que les 27 prévenus dans l'affaire ont été déplacés dans la capitale afin de garantir leur sécurité et faciliter le travail de la Justice. Pour sa part, le président de l'Ordre des journalistes de Madagascar (OJM), Gérard Rakotonirina, a répliqué que tous les journalistes ne peuvent être tenus pour responsables d'une quelconque erreur commise par quelques médias. Enfin, il a revendiqué le droit des journalistes d'accéder aux sources d'informations en toute liberté, notamment dans les affaires délicates comme celles-ci.

Le démenti du SMM ne raye pas la possibilité qu'un magistrat soit impliqué dans cette affaire, argue la journaliste de la radio ANTSIVA. Puis, pour témoigner de son soutien à la cause des journalistes, elle a souligné qu'aucune source officielle ne s'est prononcée sur l'affaire durant les 50 jours de détention

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:





INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,
Leadership et Stabilité



du jeune Arnaud, et les autorités sont restées muettes, raison pour laquelle les journalistes ont dû se contenter des informations qu'ils ont pu recueillir. Point de vue épousé par Lalatiana Rakotondrazafy, secrétaire générale du Syndicat des journalistes de Madagascar. En outre, au micro de VIVA, Lalatiana Rakotondrazafy a considéré qu'il était dérangeant que les journalistes et les magistrats soient en conflit. De son avis, ces deux entités, piliers servant à faire éclater la vérité, devraient travailler ensemble. Elle soupçonne, d'ailleurs, que les malfaiteurs de se réjouir de cette situation qui marque l'aboutissement de leur stratégie.

COMMUNAUTE INTERNATIONALE

PREPARATIFS DU SOMMET DE LA FRANCOPHONIE : LES TRAVAUX SE POURSUIVENT

La TVM rapporte que les préparatifs du Sommet de la Francophonie, qui se tiendra en novembre vont bon train. Outre les réhabilitations des infrastructures déjà existantes, un plan d'urbanisation est également à envisager afin d'améliorer l'environnement dans la ville. Dans ce même contexte, la télévision nationale informe que la délégation canadienne accompagnera le gouvernement malgache dans la réalisation des projets de construction d'infrastructures. Ainsi, tout sera prêt à temps, a ajouté la station, en citant Jacques Bilodeau, représentant de l'Organisation Internationale de la Francophonie. Tandis que la chaîne publique s'est contentée de mettre en avant les aspects positifs dans l'avancée des préparatifs du Sommet, **TV PLUS**, elle, rapporte les propos du ministre des Finances et du Budget, Gervais Rakotoarimanana selon lesquels les 20 milliards d'Ariary prévus pour l'organisation de l'événement ne sont pas suffisants. L'Etat prévoit ainsi de demander l'appui des partenaires techniques et financiers de Madagascar, notamment en termes de sécurisation. Cependant, Jacques Bilodeau, chef de la délégation de l'OIF a déjà précisé que l'organisme qu'il représente n'allouera pas de financement à Madagascar, a rappelé **VIVA**. Pour sa part, **KOLO TV** doute que les 6000 éléments des forces de l'ordre qui seront déployés à l'occasion suffisent pour assurer la sécurité des hautes personnalités qui seront conviées à l'occasion. Des mesures spéciales devront être prises vu que l'assistance sera composée en grande partie de Chefs d'Etat, a rappelé la station.

EXPLOITATION DE BOIS PRECIEUX : LA CITES MAINTIEN L'EMBARGO

Le comité permanent de la Convention sur le commerce international d'espèces menacées de faune et flore sauvages (CITES) a décidé de maintenir l'embargo sur les bois précieux de Madagascar. Cette décision est survenue suite au constat fait par le Secrétaire de l'organe faisant état d'une régression dans la mise en œuvre du plan d'action sur les bois précieux de Madagascar. S'ajoutant à ce constat, plusieurs cas relevés d'exportations illicites de bois précieux, malgré l'engagement du gouvernement malgache en 2013 à prévenir la coupe et le commerce de bois de rose et d'ébène. En outre, le plan d'utilisation des stocks de rondins saisis, présenté par Madagascar, n'a pas été jugé convaincant par le comité de la CITES. Ce dernier a, ainsi, exhorté les autorités malgaches à faire montre de plus de progrès notamment sur l'inventaire des stocks actuels et l'arrêt des exploitations illégales d'ici le mois de septembre.

*Le Premier ministre s'est défendu que son gouvernement a fourni des efforts pour répondre aux exigences de la CITES, rapporte **TV PLUS**. En ce sens, des travaux d'assainissement de la filière d'exportation de bois précieux ont été entrepris en 2015, à travers notamment le comptage des rondins de bois de rose saisis par l'Etat. Toutefois, cela n'a pas empêché le comité de la CITES de renforcer les pénalisations à l'encontre de Madagascar. Le journaliste de **MA-TV** s'interroge, quant à lui, sur ce que sont devenus ces rondins saisis. Pour la chroniqueuse de l'émission **Anao ny Fitenenana** de la radio*

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:





INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,
Leadership et Stabilité



FREE FM, ces événements prouvent non seulement que nos dirigeants sont incompetents, mais aussi qu'ils ne bénéficient plus de la confiance du comité de la Convention.

FOYER DE TENSION

La décision de la Commune urbaine d'Antananarivo d'interdire aux commerçants illicites d'investir les abords de l'Avenue de l'indépendance d'Analakely, continue de susciter la colère de ces marchands ambulants. En conséquence, ils poursuivent les manifestations et revendiquent une place qui leur soit spécialement destinée devant l'Esplanade d'Analakely. **ANTSIVA** a retransmis l'ambiance de grève, en donnant un large temps de parole aux marchands. Les commerçants ont pu défendre leur cause, en soulignant qu'ils n'ont aucun autre moyen pour subvenir à leurs besoins et à ceux de leurs enfants. L'approche de la station est restée impartiale, dans la mesure où plusieurs points de vue ont été relatés. En effet, la radio s'est également enquis de l'avis des citoyens sur la question. Il en ressort que les interviewés préconisent le respect de la loi et de l'organisation établie par les responsables de la Commune.

STYLE ET DEONTOLOGIE

ANTSIVA a accordé une large couverture à Edgard Razafindravahy, fondateur du parti Arche De Noë durant cette semaine. La station a non seulement diffusé une partie de son intervention dans l'émission Salangalanga de la chaîne télévisée RTA, mais a, à maintes reprises, évoqué le leitmotiv du parti qui milite pour « le développement depuis la base, c'est-à-dire depuis les fokontany ». En outre, la chaîne suit de près la tournée régionale de l'ancien maire de la capitale. C'est sous un angle positif qu'elle présente le politicien, qui selon elle est actuellement au chevet de la population d'Antanetilava, à Mampikony dans la région Sofia, victime d'inondation. « Un simple politicien est en train d'accomplir le devoir des autorités », commente la radio à titre d'exemple, et « ce n'est pas la première fois que l'équipe de l'ADN est passée dans cette région ».

La qualité de l'eau dans la capitale a retenu l'attention de la chroniqueuse de l'émission **Anao ny Fitenenana** sur la station **FREE FM**. Ce problème, et plus précisément l'inertie dont font preuve les agents de la JIRAMA, a ainsi fait l'objet de critiques acerbes de la part de la chroniqueuse Lalatiana Rakotondrazafy, qui sur un ton belliqueux, a pesté que « La JIRAMA approvisionne la population en jus d'excréments. »

Les événements qui ont suivi la libération du jeune Arnaud, kidnappé à Toamansina, ont continué à faire couler beaucoup d'encre. Aussi, face aux justifications apportées par la ministre de la Justice dans cette affaire du double rapt, un auditeur de la radio **ANTSIVA** intervenu dans l'émission interactive **Sehatra ho an'ny mpihaino** a fait preuve d'une attitude particulièrement virulente envers les autorités. Il a ainsi proféré des accusations sans fondement, relevant de la diffamation contre la Présidence, en annonçant que : « les autorités sont tous en train de se justifier dans l'affaire, alors qu'ils ont tué le témoin oculaire. Le cerveau de cette affaire est un membre de la Présidence. » Face à de tels propos, l'animateur de l'émission a adopté une attitude de simple spectateur.

Tiaray RANDRIAMALALA: tiaray.randriamalala@eces.eu
Mirana RAZAFINDRAZAKA: mirana.razafindrakaza@eces.eu
Site Web: www.incipals.eu

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:

